

Le "cas" Barghouti

Lundi 21 octobre 2002
(LE MONDE)

Populaire, gouailleur, polyglotte et bon connaisseur de la société israélienne, le jeune député palestinien, actuellement jugé pour meurtre, embarrasse les autorités des deux camps.

Ce jour de janvier 2002, à Jérusalem, le colonel des renseignements militaires israéliens hésite une demi-seconde avant de répondre, tout sourire : *"Marouane Barghouti ? C'est un terroriste, mais il parle hébreu..."* Sanglé dans l'uniforme vert de son unité, le gradé vient de vanter les avantages, incomparables à ses yeux, de l'"assassinat préventif" d'activistes palestiniens par l'armée israélienne. On lui a demandé si cette méthode radicale pourrait un jour être appliquée au jeune secrétaire général du Fatah pour la Cisjordanie ; le colonel s'en est tiré par cette pirouette qui témoigne de la circonspection des autorités israéliennes devant le cas Barghouti.

De longue date, ce dernier revendique certes l'usage de la violence comme arme politique, ce qui en fait une cible potentielle, mais on lui reconnaît aussi une parfaite connaissance de la société israélienne, et on mesure le talent prometteur d'un jeune responsable qui peut se révéler à l'avenir un interlocuteur de choix pour des temps apaisés.

En ce début d'année, les zones palestiniennes restituées en 1994 et en 1995 par les autorités israéliennes sont toujours autonomes, et Marouane Barghouti bat le pavé de Ramallah comme au premier jour de l'Intifada. Depuis le début de l'insurrection palestinienne consécutive à la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées (le mont du Temple pour les juifs) et à la sanglante répression des échauffourées qu'elle avait suscitées, en septembre 2000, il en est la voix et le visage. Cadre turbulent du Fatah, la principale force politique palestinienne que préside Yasser Arafat, il a pris de court sa direction et imposé un mot d'ordre clair et simple : le processus de paix lancé en 1993 a débouché sur une impasse ; les règles du jeu doivent changer ; la lutte armée ira désormais de pair avec la négociation ! pour mettre fin à l'occupation israélienne des territoires conquis en 1967. L'explosion de septembre 2000, il n'a pas été le seul à la pressentir. En revanche, il a été le plus prompt à en prendre la mesure et à lui donner un contenu politique.

A Gaza, le directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme, Raji Sourani, commente en connaisseur son omniprésence. *"Il n'est pas comme son homonyme Moustafa Barghouti [dirigeant de l'ex-Parti communiste palestinien et responsable réputé d'un réseau d'organisations non gouvernementales]. Marouane, lui, a la tripe populaire. Il est toujours au contact des gens, toujours dans la rue, dans la poussière ou la boue des camps de réfugiés, avec ses jeans et ses grosses chaussures. Le Fatah lui doit une fière chandelle. Sans lui, c'est le Hamas [Mouvement de la résistance islamique] qui risquait de ramasser la mise !"* Le petit

homme rond au visage barré d'une moustache et au regard constamment aux aguets n'a d'ailleurs pas conquis que la seule rue palestinienne. Auprès des journalistes, toujours disponible, glissant sans peine de l'hébreu à l'anglais ou à l'arabe, sa gouaille et sa roublardise ont fait merveille. *"Comme je ne suis pas très grand, je pourrai toujours me cacher derrière vous si les Israéliens essaient de m'assassiner"*, réplique-t-il quand on l'interroge sur les risques de se montrer aussi régulièrement au grand jour. Un matin, dans les studios d'une maison de production de Ramallah, attendu par les journalistes d'une chaîne égyptienne alors que deux autres équipes patientent déjà dans le couloir, il a commencé une interview par téléphone avec une radio canadienne avant de lancer le combiné à son bras droit, sommé en trois clins d'œil de poursuivre l'entretien à sa place, comme si de rien n'était.

En ce mois de janvier, l'Intifada, pourtant, est à un tournant. Depuis quelques mois, l'armée israélienne accuse Marouane Barghouti de diriger, en marge de ses activités politiques, un groupuscule militaire clandestin du Fatah, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, qui s'est fait connaître par des opérations perpétrées dans les territoires palestiniens contre des militaires et des colons. Le responsable a multiplié les dénégations, sans convaincre ses accusateurs. Après la mort de l'un de ses chefs, tué par une bombe israélienne, le 14 janvier, le groupuscule bascule dans le terrorisme à outrance et frappe en Israël. L'armée réplique durement. C'est l'escalade, et le dirigeant n'est pas épargné.

Les autorités israéliennes avaient déjà lancé, en octobre 2001, un mandat d'arrêt contre lui. Deux mois plus tard, en décembre, l'armée avait ensuite investi à l'improviste l'appartement confortable mais discret qu'il occupe dans un quartier résidentiel de Ramallah. En vain. Le responsable palestinien était sur ses gardes et évitait depuis longtemps déjà son domicile. Le 16 janvier, le *Washington Post* publiait une tribune dans laquelle il résumait en quelques lignes ses convictions : *"Peut-être serai-je tué, mais je revendique le droit de me défendre. Je ne suis ni un terroriste ni un pacifiste. Je ne veux pas détruire Israël, mais simplement mettre un terme à l'occupation de mon pays."* Il n'est pas abattu lorsque l'armée israélienne réoccupe la Cisjordanie, après l'attentat meurtrier ! de Nétanya organisé par le Hamas le 27 mars, mais sa plongée dans la clandestinité tourne court. Il est arrêté le 15 avril et jeté immédiatement en prison.

La détention n'est pas une nouveauté pour lui. Comme la plupart des cadres palestiniens, il cumule déjà, à 43 ans, un nombre respectable d'années de prison et d'exil. Né en 1959 dans le village de Kober, au nord de Ramallah, il a grandi au sein d'une famille modeste et a dû travailler dans des restaurants de Jérusalem-Est pour pouvoir payer ses études, tout en menant de front des activités politiques qui l'ont rapidement mis en évidence. En 1978, son activisme précoce lui vaut une première condamnation à quatre ans et demi de geôle. Il "visite" alors la plupart des établissements pénitenciers israéliens, selon l'expression de sa femme Fadoua, une cousine éloignée avec laquelle il s'est fiancé depuis sa cellule, et qui deviendra plus tard avocate.

Derrière les barreaux, il apprend l'hébreu et côtoie les grands noms du mouvement national palestinien, dont Jibril Rajoub, le futur chef de la Sécurité préventive palestinienne pour la Cisjordanie. Libéré en 1983, il reprend à l'université de Bir Zeit, près de Ramallah, les études d'histoire et de sciences politiques poursuivies en prison. Auteur d'un mémoire sur l'histoire des relations franco-palestiniennes, président de l'Union des étudiants de l'université, il fonde en même temps la Chebiba, le mouvement de jeunesse du Fatah, interdit par Israël, et grimpe dans

l'appareil.

Alternent alors les détentions administratives et les périodes de clandestinité, jusqu'à son bannissement, prononcé en janvier 1988, juste après le début de la première Intifada. *"Marouane n'a assisté à aucun de mes quatre accouchements, se souvient Fadoua. Il était soit en fuite, soit en prison, soit en exil."* Réfugié à Amman, en Jordanie, il suit de près le soulèvement populaire qui prend de court la direction palestinienne, repliée à Tunis après son éviction du Liban. Il y multiplie les missions pour coordonner le mouvement et compte alors parmi les conseillers de Yasser Arafat. Marouane Barghouti ne fait cependant pas partie du premier cercle du "Vieux", au contraire d'un autre banni, le fondateur de la Chebiba de Gaza, Mohamed Dahlan, promis à un brillant avenir. Malgré l'exil, le jeune homme reste un Palestinien de l'in! térieur, propriétaire d'un capital politique acquis par la lutte, qui le rend indépendant de l'establishment tunisien.

Cette relative autonomie, dans un système organisé tout entier autour de Yasser Arafat, a un prix : il n'est membre que du Conseil révolutionnaire du Fatah, une instance qui n'a qu'un rôle secondaire dans le mouvement palestinien.

La difficulté ne bride pourtant pas ses fortes ambitions. De retour d'exil en 1994, grâce à l'amnistie décrétée dans la foulée des accords d'Oslo, c'est contre l'avis de Yasser Arafat qu'il s'efforce de transformer le Fatah en parti politique déconnecté de la toute jeune Autorité palestinienne. Marouane Barghouti échoue, mais les urnes lui sont une nouvelle fois favorables, et le chef de l'OLP ne peut s'opposer ni à son accession au poste de secrétaire général pour la Cisjordanie ni à sa candidature aux élections législatives de janvier 1996. Elu député, le perturbateur redouble d'efforts et ferraille avec d'autres jeunes cadres du parti, Qaddoura Farès et Mohammed Ourani, contre une Autorité qui devient rapidement autocratique et opaque. Il a beau ménager son chef, qui a plaqué son système de pouvoir! sur ces institutions intérimaires, son activisme lui assure alors la hargne de certains responsables de la garde rapprochée du dirigeant de l'OLP.

Dès son retour en Cisjordanie, Marouane Barghouti s'est fait également l'avocat du processus de paix qui devait aboutir théoriquement à l'Etat palestinien en 1999. Il est déjà un interlocuteur familier de la presse israélienne, dont il connaît bien les arcanes. Sans jamais chercher à nouer de véritables liens d'amitié, il multiplie également les contacts avec des responsables politiques de la gauche israélienne, comme Chlomo Ben Ami et Yossi Beilin, dont les ouvrages côtoient dans sa bibliothèque personnelle les livres du journaliste américain Thomas Friedman (chroniqueur au *New York Times*), du chroniqueur militaire de *Haaretz* Ze'ev Schiff et des ouvrages consacrés aux partis religieux ultra-orthodoxes juifs. *"Il ne voulait pas tout mélanger : il ne pouvait pas avoir de véritables amis israéliens tant que l'occupation se poursuit! vait"*, explique sa femme.

A la marge du pouvoir, il assiste en observateur au dérèglement du processus de paix. La force de conviction s'est brisée contre la réalité. Sa base le rappelle à l'ordre : au quotidien, la paix est devenue un enfer. Bouclages, confiscations de terres : le niveau de vie des Palestiniens se dégrade, alors que l'horizon de l'Etat ne cesse de s'éloigner.

Selon Fadoua, il revient de ses tournées dans les camps et dans les quartiers populaires de plus en plus pessimiste. Cette crise de confiance que perçoit le secrétaire général du Fatah se double, chez lui, d'interrogations sur la direction palestinienne, même s'il n'est pas question de remettre en cause l'icône Arafat. La

deuxième Intifada permet d'ailleurs à Marouane Barghouti de faire sauter certains des verrous politiques qui préservent l'omnipotence des "Tunisiens". Jusqu'à son arrestation, sa popularité enflera, au risque de déplaire, et le chef de l'Autorité palestinienne devra le ménager pour espérer capter à son profit une partie de ce crédit.

Emprisonné depuis déjà six mois, le député palestinien fait face désormais à la justice israélienne, qui a choisi au travers de sa personne de juger l'Intifada. La mort d'une trentaine de personnes lui est reprochée, ce qui pourrait lui valoir une peine de prison à perpétuité. En dépit des précautions prises par ses juges, la partie politique et médiatique n'est pourtant pas perdue d'avance. Le député de Ramallah a déjà mis au point son plan de bataille. Pas question de discuter des charges présentées contre lui. Il ne reconnaît pas au tribunal le droit de le juger et entend bien profiter, au contraire, de la tribune qui lui est indirectement offerte pour instruire le procès de l'occupation israélienne. Prisonnier politique figé dans une posture de combat, il peut ainsi espérer préserver sa place à part auprès des Palestiniens, en pariant sur de nouvelles circonstances politiques qui précipiteraient à terme une libération. Le lutteur a du talent et de l'énergie. Les premières audiences, au cours desquelles il a souvent pris à son compte les débats, en ont apporté la preuve. Il lui en faudra pourtant beaucoup pour échapper à la pire sentence qui puisse jamais le menacer : l'oubli.

Gilles Paris